



## **ARRÊTÉ**

portant autorisation environnementale d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** la demande présentée le 23 juillet 2020 et complétée le 24 février 2021 par le GAEC du PRÉ LONG, dont le siège social est domicilié au lieu « Le Pré Long » à Plumaudan en vue d'effectuer à cette adresse :
- l'extension de l'élevage porcin soit après projet 2808 emplacements et 1285 animaux-équivalents, la construction d'un bâtiment engraissement, la couverture des 2 fosses circulaires et la valorisation des effluents par méthanisation ;
- Vu** la saisine de l'autorité environnementale le 7 janvier 2021 ;
- Vu** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer, du service départemental d'incendie et de secours et de l'agence régionale de la santé le 23 juillet 2021 ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Plumaudan, Brusvily, Caulnes, Saint-Juvat, Trévron, Saint-Maden, Yvignac-La-Tour, Saint-Carné et Le Hinglé ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 février 2021 au 16 mars 2021 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plumaudan pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 janvier 2021 ;
- Vu** le mémoire en réponse de l'exploitant ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 mai 2021 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'élevage est déjà autorisé ;

**Considérant** le plan d'épandage proposé et la méthanisation par canalisation de la totalité du lisier produit à la SARL Plumagaz ;

**Considérant** la mise en place d'un bassin d'eaux pluviales ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

Le GAEC du PRÉ LONG, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Pré Long » sur la commune de Plumaudan est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2808 emplacements pour les porcs en production de plus de 30 kg.

**Article 2 : Nature des installations**

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Rubrique ICPE	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif de porcs	Élevage de porcs de production de plus de 30 kg	Nombre total des emplacements	> 2000	1 place = 1 emplacement	2808	emplacement
2102	1	E	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Animaux-équivalents (AE)	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE	1285	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D : (déclaration)

Rubrique IOTA	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2.1.5.0	2°	D	Rejet eaux pluviales	/	Surface imperméable	> 1 ha < 20 ha	/	2,44	hectare

A : (autorisation) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexion avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « élevage intensif de volailles et de porcins » de février 2017.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Plumaudan	B2	434, 1003, 1006 et 1343

## 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Emplacements (emp.) Animaux équivalents (AE)	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Porcs charcutiers (>30kg)	2808 emp.	2808	8650
Truies, verrats, cochettes saillies	Maternité : 159 AE gestante : 813 AE	334	310
Porcelets	289 AE	1446	8918
Quarantaine	24 AE		

## 2.4.- Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs**

#### **3.1. – Répartition de l'élevage**

Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage possède :

- d'une fosse St01 couverte de 915 m<sup>3</sup> pour le stockage du lisier brut ;
- d'une fosse Sto2 couverte de 1045 m<sup>3</sup> pour le stockage du digestat.

La totalité des lisiers produits annuellement par l'élevage soit : 6635 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 30588 kg d'azote organique est envoyée par canalisation vers l'unité de méthanisation gérée par la SARL PLUMAGAZ.

En retour, 3480 m<sup>3</sup> de digestat, soit 17400 unités d'azote totales, sont repris annuellement par le GAEC DU PRÉ LONG pour épandage.

#### **3.2. - Effectifs**

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### **3.3. - Alimentation biphase**

3.3.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de signature du présent arrêté préfectoral.

3.3.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

#### **3.4. - Sécurité**

3.4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.4.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.4.3. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 240 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

3.4.4. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

### **Article 4 – Prescriptions particulières concernant la gestion des eaux pluviales**

Conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, un bassin d'eaux pluviales de 333 m<sup>3</sup> utiles et 2 mètres de profondeur pour la gestion des eaux pluviales est mise en place et en fonctionnement dès la construction de la porcherie P8.

Ce bassin qui doit être sécurisé est muni d'un débit de fuite et d'une vanne.

### **Article 5 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.



Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **Article 6 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plumaudan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plumaudan pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

#### **Article 7 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 8 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Plumaudan et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Brusvily, Caulnes, Saint-Juvat, Trévron, Saint-Maden, Yvignac-La-Tour, Saint-Carné et Le Hinglé.

Saint-Brieuc, le **- 3 JUIN 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Béatrice Obara